

**RESOLUTIONS DES ASSEMBLEES
GENERALES ORDINAIRE ET SPECIALE
DES ACTIONNAIRES DU 27 AVRIL 2023**

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Approbation du rapport de rémunération et la nouvelle politique de rémunération

1. L'assemblée approuve le rapport de rémunération concernant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée avec 155.029.531 votes pour, 15.830.084 votes contre et 16.216 abstentions.

Approbation des comptes statutaires relatifs à l'exercice social arrêté au 31 décembre 2022 et affectation du résultat

2. L'assemblée approuve les comptes statutaires de l'exercice clôturé au 31 décembre 2022 présentant un bénéfice d'EUR 296.681.252,56.

Tenant compte :

(1) du bénéfice de l'exercice 2022 :	EUR 296.681.252,56
(2) du bénéfice reporté de l'exercice précédent :	EUR 492.586.190,17
(3) des dotations et des reprises imputées à la réserve indisponible pour actions propres suite aux mouvements en 2022 :	EUR -26.825.811,87
(4) de l'acompte sur dividende payé en août 2022 :	<u>EUR -60.025.706,25</u>
le résultat à affecter s'élève à	EUR 702.415.924,61

L'assemblée approuve l'affectation proposée du résultat - y compris le paiement d'un dividende brut d'EUR 0,80 par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende brut de 0,25 EUR par action versé en août 2022, le solde du dividende pour un montant brut d'EUR 0,55 par action sera mis en paiement le jeudi 4 mai 2023. Les actions détenues par Umicore elle-même ne donnent pas droit à un dividende.

Il est dès lors proposé d'affecter le résultat de la manière suivante :

- bénéfice à affecter	EUR 702.415.924,61
- distribution d'un solde de dividende brut par action de EUR 0,55, à savoir : EUR 0,55 x 240.390.846 (*) (**)	<u>EUR -132.214.965,30</u>
- report à nouveau du bénéfice restant à affecter, soit	EUR 570.200.959,31

() soit 246.400.000 actions représentant la totalité du capital, moins 6.009.154 actions propres détenues ce jour par UMICORE.*

*(**) Le montant réel du dividende brut (et, par conséquence, le montant du solde) par action pourrait fluctuer en fonction des variations possibles du nombre d'actions propres détenues par la société entre aujourd'hui et demain (le vendredi 28 avril 2023) à la clôture d'Euronext Bruxelles.*

Cette résolution est adoptée avec 168.650.319 votes pour, 15.779 votes contre et 2.209.733 abstentions.

Décharge aux administrateurs et au commissaire

3. L'assemblée donne décharge entière à chacun des administrateurs pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée avec 156.131.011 votes pour, 11.748.029 votes contre et 2.996.791 abstentions.

4. L'assemblée donne décharge entière au commissaire pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée avec 165907004 votes pour, 1972036 votes contre et 2996791 abstentions.

Composition du conseil de surveillance

5. L'assemblée générale réélit Monsieur Mario Armero en qualité de membre du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2026.

Cette résolution est adoptée avec 151.838.321 votes pour, 16.011.426 votes contre et 3.026.084 abstentions.

6. L'assemblée générale élit Monsieur Marc Grynberg en qualité de membre du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2026.

Cette résolution est adoptée avec 166.806.949 votes pour, 4.068.809 votes contre et 73 abstentions.

7. L'assemblée décide de fixer comme suit la rémunération du conseil de surveillance pour l'exercice 2023:

- au niveau du conseil de surveillance :
 - (1) pour le président :
 - (a) émoluments fixes d'EUR 140.000,
 - (b) à titre d'émoluments fixes supplémentaires, un octroi de 2.000 actions de la Société, lesquelles actions devront être conservées au moins un an après que le président ait quitté le conseil de surveillance et au moins trois ans après leur attribution en application de l'article 7.6 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.
 - (2) pour chaque autre membre :
 - (a) émoluments fixes d'EUR 30.000,
 - (b) jetons de présence par réunion de :
 - (i) EUR 3.000 pour chaque membre résidant en Belgique et
 - (ii) EUR 4.000 (en cas de présence physique) ou EUR 3.000 (en cas de participation par voie de téléconférence ou conférence vidéo) pour chaque autre membre résidant à l'étranger, et
 - (c) à titre d'émoluments fixes supplémentaires, un octroi de 1.000 actions de la Société, lesquelles actions devront être conservées au moins un an après que le membre concerné ait quitté le conseil de surveillance et au moins trois ans après leur attribution en application de l'article 7.6 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.
- au niveau a) du comité d'audit, et b) du nouveau comité de durabilité:
 - (1) pour le/la président(e) :
 - (a) émoluments fixes d'EUR 10.000 et
 - (b) jetons de présence par réunion de EUR 5.000 (règle générale) ou EUR 6.000 (à condition que le président assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance - cette règle ne s'applique en toute hypothèse que si le président réside à l'étranger).
 - (2) pour tout autre membre du comité :
 - (a) émoluments fixes d'EUR 5.000 et
 - (b) jetons de présence par réunion de EUR 3.000 (règle générale) ou EUR 4.000 (à condition que la personne concernée assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance - cette règle ne s'applique en toute hypothèse que si le membre concerné réside à l'étranger).
- au niveau a) du comité de nomination et de rémunération, et b) du nouveau comité d'investissements :
 - (1) pour le/la président(e): pas de rémunération,
 - (2) pour tout autre membre du comité:
 - (a) émoluments fixes d'EUR 5.000 et
 - (b) jetons de présence par réunion de EUR 3.000 (règle générale) ou EUR 4.000 (à condition que la personne concernée assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance - cette règle ne s'applique en toute hypothèse que si le membre concerné réside à l'étranger).

Cette résolution est adoptée avec 160.316.965 votes pour, 10.237.641 votes contre et 321.225 abstentions.

ASSEMBLEE GENERALE SPECIALE

Approbation de clauses de changement de contrôle.

Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée générale approuve :

1. (i) les clauses 23.1 et 24.4 de l'accord de joint-venture (« **JVA** ») en date du 26 septembre 2022 entre la Société, PowerCo SE et Power HoldCo Lux SA, en vertu duquel Power HoldCo Lux SA se voit accorder une option d'achat, exerçable à la juste valeur marchande, sur les actions détenues par la Société dans la société holding de la joint-venture Blue United SRL dans le cas où (a) une entité sanctionnée ou (b) une entité autre que Volkswagen AG qui est un investisseur stratégique dans le domaine de l'automobile et du stockage d'énergie ou une entreprise de batteries de rang 1, acquerrait le contrôle de la Société (« *contrôle* » étant défini comme (x) le contrôle de plus de 30 % des droits de vote de la Société ou (y) uniquement dans l'hypothèse (b), un tiers pouvant déterminer unilatéralement, par voie de droits de nomination statutaires ou contractuels ou de droits similaires, 25 % de la composition du conseil de surveillance ou du conseil de direction de la Société), et (ii) toute autre disposition de la JVA ou tout autre document et/ou transaction lié à la JVA résiliant ou donnant droit à la résiliation ou introduisant des dispositions transitoires dans la joint-venture et/ou la relation d'approvisionnement au cas où l'option d'achat serait exercée, et à condition que ces clauses additionnelles prévoyant la résiliation, l'expiration, le droit à la résiliation ou d'autres conséquences contractuelles relèvent du champ d'application de l'article 7:151 du CSA, y compris, mais sans s'y limiter, la clause 5.1(e) de la JVA, les clauses 22.4(f) et 22.5 de l'accord-cadre de niveau de services, la clause 15.1(e)(i)(B) de l'accord-cadre d'approvisionnement, la clause 12.5 de l'accord de licence IP et les clauses 11.6 à 11.9 de l'accord de développement conjoint, et
2. la clause 8.10 du contrat de placement privé obligataire (« *note purchase agreement* ») (placements privés américains) lié à la durabilité (« *sustainability-linked* ») du 23 novembre 2022 entre Umicore (en qualité d'émetteur des obligations) et plusieurs investisseurs (en qualité de souscripteurs aux obligations), laquelle disposition autorise les détenteurs des obligations d'exiger le remboursement intégral des obligations non remboursées à leur valeur nominale (le cas échéant (en cas d'obligations échangées) après ajout ou déduction de respectivement la perte nette ou le bénéfice net, tels que définis sous la convention), augmentée des intérêts échus, dans l'hypothèse où 1) une personne ou un groupe de personnes agissant de concert acquerrait le contrôle d'Umicore, et 2) des critères spécifiques en terme de notation des obligations ne seraient pas respectés.

Cette résolution est adoptée avec 170.711.631 votes pour, 152.142 votes contre et 12.058 abstentions.